

ANALYSE BUDGÉTAIRE

Québec : mise à jour économique et budgétaire

Vers un déficit de 14,9 G\$ pour l'exercice 2020-2021

La réserve de stabilisation sera entièrement nécessaire pour l'éponger

FAITS SAILLANTS

- ▶ La COVID-19 amène une importante détérioration de la situation budgétaire du gouvernement du Québec.
- ▶ L'impact budgétaire des mesures pour soutenir les Québécois et les entreprises totalisera 6,6 G\$ pour les exercices 2019-2020 et 2020-2021.
- ▶ La grande détérioration des conditions économiques entraînera une baisse prononcée des revenus autonomes du gouvernement du Québec.
- ▶ Après un surplus estimé à 3,0 G\$ pour l'exercice 2019-2020, le solde budgétaire se dégradera fortement lors de l'exercice 2020-2021. Une fois que les versements au Fonds des générations seront versés, un déficit de 14,9 G\$ est prévu durant l'exercice.
- ▶ En fonction de la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, le déficit de 14,9 G\$ devrait être épongé en totalité par l'utilisation de l'ensemble des sommes accumulées au fil des dernières années dans la réserve de stabilisation.
- ▶ Par contre, la réserve de stabilisation n'est qu'un mécanisme de comptabilisation des excédents budgétaires et elle n'est pas composée de liquidités excédentaires. Dans ces conditions, le gouvernement du Québec devra en réalité emprunter sur les marchés pour financer son déficit de 14,9 G\$.
- ▶ La dette du gouvernement du Québec augmentera donc de façon importante lors de l'exercice 2020-2021. Le ratio de la dette brute par rapport au PIB pourrait s'élever à 50,4 % au 31 mars 2021, soit un niveau légèrement inférieur à celui observé en 2017.

TABLEAU 1
Situation budgétaire

EN M\$ (SAUF SI INDIQUÉ)	PROJECTIONS		
	RÉEL 2018-2019	2019-2020	2020-2021
Revenus autonomes	91 626	92 386	85 654
Variation (%)	6,6	0,8	-7,3
Transferts fédéraux	23 120	25 158	29 781
Variation (%)	2,8	8,8	18,4
Revenus budgétaires totaux	114 746	117 544	115 435
Variation (%)	5,9	2,4	-1,8
Dépenses de programmes	-97 744	-103 724	-115 504
Variation (%)	3,7	6,1	11,4
Frais de la dette	-8 722	-7 648	-8 304
Variation (%)	-5,4	-12,3	8,6
Pertes estimées sur les investissements dans la C Series	---	-603	---
Provisions pour risques économiques	---	---	-4 000
Solde	8 280	5 569	-12 373
Fonds des générations	-3 477	-2 606	-2 567
Utilisation de la réserve de stabilisation	---	---	14 940
Solde budgétaire au sens de la Loi	4 803	2 963	0
Dette brute	199 098	198 916	221 815
Variation (%)	-1,0	-0,1	11,5
En % du PIB	45,3	43,4	50,4
Dette représentant les déficits cumulés	100 448	94 879	107 252
Variation (%)	-6,5	-5,5	13,0
En % du PIB	22,9	20,7	24,4

Source : Ministère des Finances du Québec

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste en chef adjoint • Benoit P. Durocher, économiste principal

Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2020, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

La COVID-19 bouleverse les finances publiques du Québec

La pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement ont des répercussions inédites sur l'économie du Québec. Le Québec est ainsi en voie de connaître une récession historique avec une baisse importante de son PIB réel en 2020. Cela affecte la situation des finances publiques de la province sur deux fronts. D'une part, la forte baisse de l'activité économique et l'importante remontée du taux de chômage entraîneront une diminution des revenus autonomes. D'autre part, les différentes mesures mises de l'avant au cours des derniers mois par le gouvernement du Québec pour affronter la COVID-19 se sont traduites par une hausse des dépenses budgétaires. Ces deux facteurs ont donc contribué à une forte détérioration du solde budgétaire du gouvernement du Québec.

Ainsi, un déficit de 14,9 G\$ est maintenant prévu pour l'exercice 2020-2021. En fonction de la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, ce déficit sera entièrement épongé par les sommes accumulées au sein de la réserve de stabilisation au fil des dernières années. Cette réserve n'est toutefois pas constituée d'argent sonnante, de sorte que dans les faits, le gouvernement du Québec devra emprunter sur les marchés pour financer ce déficit. Cela se traduira inévitablement par une hausse de la dette publique.

Cela dit, même si les incertitudes demeurent élevées, le déconfinement graduel observé au Québec depuis quelques semaines est encourageant. Cela laisse croire que le pire est passé et que les conditions économiques s'amélioreront de façon progressive au cours des prochains mois, quoique de façon inégale au sein des secteurs. Le choc sur les finances publiques devrait donc être temporaire. Par contre, la période de récupération s'annonce ardue alors que certaines augmentations dans les dépenses publiques seront récurrentes, en particulier en santé. Dans ces conditions, le retour à l'équilibre budgétaire pourrait être difficile et prendre plusieurs années.

À quoi s'attendre au-delà du 31 mars 2021?

Malheureusement, la mise à jour publiée aujourd'hui ne donne pas d'information sur les perspectives financières du gouvernement du Québec après l'exercice 2020-2021. On se doute que l'amélioration des conditions économiques permettra une réduction du déficit budgétaire à partir de 2021, mais jusqu'à quel point? Tout porte également à croire qu'il faudra plusieurs années pour que les finances publiques puissent revenir à l'équilibre. Or, avec la réserve de stabilisation qui est maintenant liquidée, la marge de manœuvre dictée par la *Loi sur l'équilibre budgétaire* sera nettement moins grande au cours des prochaines années. Il faudra attendre la prochaine projection du ministère des Finances pour connaître les détails.

TABLEAU 2 Perspectives économiques

VARIATION EN % (SAUF SI INDIQUÉ)	2019	2020p	2021p
PIB réel¹			
Prévisions du ministère des Finances	2,7	-6,5	6,0
Prévisions de Desjardins	2,7	-6,6	6,1
PIB nominal			
Prévisions du ministère des Finances	4,4	-4,0	7,1
Prévisions de Desjardins	4,4	-5,2	7,5
Prix à la consommation			
Prévisions du ministère des Finances	2,1	0,7	1,5
Prévisions de Desjardins	2,1	0,6	2,0
Taux de chômage (moyenne annuelle en %)			
Prévisions du ministère des Finances	5,1	9,5	7,6
Prévisions de Desjardins	5,1	8,9	7,5
Bons du Trésor – 3 mois (moyenne annuelle en %)			
Prévisions du ministère des Finances	1,7	0,5	0,4
Prévisions de Desjardins	1,7	0,5	0,3
Obligations fédérales – 10 ans (moyenne annuelle en %)			
Prévisions du ministère des Finances	1,6	0,8	1,1
Prévisions de Desjardins	1,6	0,8	0,9
Taux de change (moyenne annuelle en \$ US)			
Prévisions du ministère des Finances	0,76	0,72	0,73
Prévisions de Desjardins	0,76	0,73	0,75

p : prévisions; ¹ En raison de l'arrondissement, la somme du PIB réel et du déflateur du PIB ne correspond pas exactement au PIB nominal.
Sources : Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques